

Afghanistan/Violence

Six morts dans une attaque des talibans contre le consulat allemand de Mazar-i-Sharif

AFP
Mazar-i-Sharif/Afghanistan

L'explosion d'un camion piégé a fait également une centaine de blessés.

AU moins six personnes ont été tuées et plus de cent autres blessées dans une attaque revendiquée par les talibans contre le consulat allemand de Mazar-i-Sharif, dans le nord de l'Afghanistan, "en représailles" à la mort de civils dans un bombardement de l'Otan la semaine dernière. L'explosion du camion piégé, de très forte puissance, a fait six morts selon l'hôpital local qui a reçu les corps. La police provinciale, évoquant pour sa part un bilan de sept morts, précise que deux victimes ont été tuées par erreur par les forces allemandes, qui les ont confondues avec des assaillants. Aucun ressortissant allemand n'a été touché, selon Berlin. Par ailleurs, 128 personnes

ont été blessées dont dix enfants, certaines grièvement, a précisé le responsable de l'hôpital régional, le Dr Noor Mohammad Fayez, qui a confirmé que deux autres personnes avaient été tuées par balles.

Le général Hassibullah Quaraishi, commandant des forces de police pour la région nord de l'Afghanistan, a évoqué "une malheureuse méprise : les forces allemandes avaient étendu le périmètre de sécurité autour du site de l'explosion, ce que ces deux civils ignoraient".

Les deux hommes "circulaient à moto et ont ignoré les consignes" de s'arrêter, a précisé à l'AFP le responsable adjoint de la police provinciale, Abdul Razaq Qadri, qui a souligné, sans autres précisions, qu'"un suspect" avait été arrêté. L'Otan a quant à elle annoncé que sa force de réaction rapide avait aidé à évacuer tous les 21 membres du consulat vers le Camp Marmal, une base allemande à Mazar-i-Sharif. Les responsables alle-



Photo : AFP

Un vaste cratère s'est formé sur le lieu de l'attentat perpétré par les talibans. Bilan : au moins six morts.

mands à Kaboul joints par l'AFP se sont refusés à tout commentaire. Le président Ashraf Ghani a condamné l'attaque "barbare", la qualifiant de "crime contre l'humanité". **VASTE CRATÈRE** • L'attentat qui a creusé un vaste cratère et causé des dégâts spectaculaires s'est produit peu après 23H00 (20H30 au Gabon). Le mur d'enceinte du consulat, installé dans un ancien hôtel, l'hôtel Mazar, a été totalement détruit par l'explosion qui a soufflé les vitres "dans un

rayon de plusieurs kilomètres", selon le correspondant de l'AFP. Cela a réveillé les habitants, qu'il a entendu pleurer et hurler de frayeur. Un taxi jaune et blanc garé à proximité a été littéralement soulevé avant de se retrouver au milieu du trou béant causé par la charge. Sur Twitter, le ministère allemand a évoqué "des combats à l'extérieur et dans le complexe du consulat". Une réunion de crise a d'ailleurs été convoquée dans la nuit à Berlin par le

ministre des Affaires étrangères Frank-Walter Steinmeier, selon une source diplomatique sur place. Le porte-parole des talibans Zabihullah Mujahid a revendiqué "l'opération martyr" dans un communiqué. Sur Twitter, les talibans ont également annoncé la mort de deux civils tués par les forces allemandes. Les insurgés ont expliqué que l'attaque avait été menée "en représailles" aux frappes aériennes américaines le 3 novembre sur Kunduz (nord-est), qui ont fait au moins 32 morts et 19 blessés parmi les civils, dont de nombreux femmes et enfants selon l'Onu. Cette nouvelle "bavure" des forces américaines déployées sous mandat de l'Otan, a provoqué la colère de la population et les critiques des autorités. L'armée américaine a reconnu que ses frappes qui avaient visé des talibans avaient "très probablement" fait des victimes civiles et exprimé ses "regrets".

L'Afrique en bref

• Afrique du Sud/Politique. Un patron va démissionner



Photo : AFP

Brian Molefe, PDG de la compagnie nationale d'électricité sud-africaine Eskom, récemment mis en cause dans un rapport officiel sur la corruption au sommet de l'Etat, a annoncé hier qu'il démissionnerait de ses fonctions à la fin de l'année.

• Gambie/Présidentielle. Yahya Jammeh candidat à un 5e mandat

Le chef de l'Etat gambien Yahya Jammeh, en lice pour un cinquième mandat, a déposé jeudi son dossier de candidature, assurant qu'il n'était nullement affecté par les critiques à son encontre.

• Mali/Justice. Le général Sanogo va passer en jugement

Le chef de l'ex-junte malienne, le général Amadou Sanogo, sera jugé devant les assises à Bamako à partir du 30 novembre pour "assassinat et complicité" d'assassinat de militaires dont les corps ont été découverts dans un charnier en 2013.

• Soudan du Sud/Conflit. L'Onu craint une flambée de violences ethniques

Le conseiller spécial de l'Onu sur la prévention du génocide, Adama Dieng, a affirmé hier craindre une flambée de violences ethniques au Soudan du Sud, et appelé à la réconciliation pour éviter un génocide.

A travers le monde

• Canada/Armée. 600 soldats sur trois ans en Afrique

Le Canada propose aux Nations unies d'envoyer 600 membres de ses forces armées pendant trois ans pour des missions de maintien de la paix en Afrique, a-t-on appris hier auprès du ministère de la Défense.

• Irak/Conflit. L'armée progresse dans les rues de Mossoul

Les forces d'élite irakiennes ont relancé hier l'offensive dans la ville de Mossoul, dernier bastion du groupe Etat islamique (EI) en Irak, au moment où l'Onu faisait état de l'exécution par les jihadistes de dizaines de personnes pour "trahison".

• Turquie/Violence. Un sous-préfet du sud-est succombe après un attentat à la bombe

Le sous-préfet de Derik, un district du sud-est à majorité kurde de la Turquie, a succombé hier à des blessures reçues la veille dans un attentat à la bombe, ont indiqué les autorités.

RDCongo/Justice

CPI : l'ex-rebelle Ntaganda accusé de subornation de témoins

AFP
La Haye/Pays-Bas

Il s'agit d'un nouveau rebondissement dans le procès de celui qui est surnommé "Terminator".

LA procureure de la Cour pénale internationale a de nouveau accusé l'ancien chef de guerre congolais Bosco Ntaganda de tenter de faire dérailler son procès pour crimes de guerre en subornant des témoins. Une analyse de 450 conversations téléphoniques révèle "l'implication de Ntaganda dans un large projet de perversion de la marche de la justice", a affirmé Fatou Bensouda dans un document officiel daté de lundi. Cela s'est notamment traduit

par "la manipulation de témoins potentiels de la défense, obstruction des enquêtes de l'accusation et d'interférences avec les témoins de l'accusation", a-t-elle ajouté.

Il s'agit d'un nouveau rebondissement dans le procès de Bosco Ntaganda, qui avait mené en septembre une grève de la faim de deux semaines pour protester contre ses conditions de détention, imposées après des inquiétudes au sujet d'intimidations présumées de témoins.

Affirmant alors que l'accusation n'avait aucune preuve, il avait mis fin à son action après avoir reçu l'autorisation d'interjeter appel de ces restrictions et après que les juges aient ordonné la prise de mesures pour permettre à son épouse de lui rendre visite.



Photo : AFP

L'ancien chef de guerre congolais Bosco Ntaganda trahi par des conversations téléphoniques. Leur analyse révélerait son "implication dans un large projet de perversion de la marche de la justice."

Bosco Ntaganda plaide non coupable de treize crimes de guerre et cinq crimes contre l'humanité, dont meurtres, pillages, attaques contre des civils, viols et esclavage

sexuel, commis par ses troupes en 2002-2003 en Ituri, dans le nord-est de la République démocratique du Congo (RDC). Souvent surnommé "Terminator",

Bosco Ntaganda aurait joué avec ses troupes des Forces patriotiques pour la libération du Congo (FPLC) un rôle central dans les violences ethniques et attaques menées contre les civils en Ituri. Les conflits dans le nord-est de la RDC, qui ont impliqué les armées d'au moins six nations africaines dans cette région riche en minerais, ont causé la mort de trois millions de personnes, selon les ONG. Les accusations de Fatou Bensouda interviennent un mois après que l'ancien vice-président congolais Jean-Pierre Bemba et quatre co-accusés aient été reconnus coupables de subornation de témoin dans un procès séparé, le premier de ce genre dans l'histoire de la Cour.

France-Etats-Unis/Diplomatie

Hollande et Trump sont convenus de "clarifier les positions"

AFP
Paris/France

Le président français en avait manifesté le désir un peu plus tôt dans la journée.

LE président français François Hollande et le président élu américain Donald Trump ont évoqué hier lors d'un premier entretien téléphonique les sujets communs sur lesquels ils sont

"convenus de travailler pour clarifier les positions", a annoncé l'Elysée.

Lors de cet entretien de moins de dix minutes, ils ont affirmé leur "volonté de travailler ensemble" et ont "évoqué les sujets communs sur lesquels ils sont convenus de travailler pour clarifier les positions : la lutte contre le terrorisme, l'Ukraine, la Syrie, l'Irak et l'accord de Paris" sur le climat, selon l'entourage du président français. Ils ont également "rappelé l'histoire et les valeurs que

les deux pays ont en commun, les relations d'amitié entre la France et les Etats-Unis", a-t-on ajouté de même source, précisant que l'entretien s'est déroulé "dans de bonnes conditions". "Donald Trump vient d'être élu, mon devoir c'est de faire que nous ayons des relations, les meilleures, mais sur la base de la franchise et de la clarté", a expliqué François Hollande hier avant leur entretien téléphonique. Le chef de l'Etat français, qui ne cachait pas sa préférence pour la démocrate

Hillary Clinton, avait réagi mercredi à l'élection du milliardaire populiste en évoquant l'ouverture d'une "période d'incertitude". Dans une lettre de félicitations adressée à Donald Trump mercredi, M. Hollande lui avait proposé d'"engager sans tarder des échanges", appelant le magnat de l'immobilier à "prendre conscience des inquiétudes qui sont provoquées par les désordres du monde". Pendant la campagne électorale américaine, le prési-

dent français avait dénoncé plusieurs fois les "excès" du candidat républicain.

• Obama rencontrera les dirigeants chinois et européens la semaine prochaine. Une semaine après l'élection choc de Donald Trump, le président américain Barack Obama rencontrera la semaine prochaine, lors de son ultime voyage à l'étranger, son homologue chinois et ainsi que les dirigeants des grands pays européens, annoncé la Maison Blanche hier.